



Formation « aides d'Etat »

Les différentes catégories d'aide

Les principales catégories d'aide

	INVESTISSEMENT PRODUCTIF		INVESTIS. IMMATERIEL		R & D & I	INGENIERIE FINANCIERE FINANCEMENT DES RISQUES		ENVIRONNEMENT ENERGIE	FORMATION
	AFR	PME	CONSEIL	FOIRES		FINANCEMENT RISQUES	JEUNES POUSSES		
ZONAGE	oui	non	non	non	non	non	non	non	non
ASSIETTE	batiments terrains Machines OU coût salarial embauches		Etudes	coûts de participation	batiments terrains machines emplois	aucune	acune	investissement fonctionnement	coûts de formation
ENTREPRISES	GE, PME	PME	PME	PME	GE, PME	PME	PE	GE PME	GE PME
TAUX	10 à 90%	10 à 20%	50%	50%	25 à 100%	15 M€	1 à 8 M€	10 à 80%	50 à 70%

	EMPLOI PUBLICS DEFAVORISES	FONCTIONNEMENT EN ZONE AFR	RESEAUX HAUT DEBIT	CALAMITES NATURELLES	CULTURE PATRIMOINE INFRAS SPORTIVES	INFRASTRUCTURES LOCALES	AIDE DE MINIMIS	FINANCEMENT DES SIEG	ENTREPRISES EN DIFFICULTE
ZONAGE	non	oui	non	oui	non	non	non	non	non
ASSIETTE	coût des embauches	fonctionnement	coûts de déploiement	investissements pertes fonctionnement	investissement fonctionnement	coûts d'invest.	Tout	tout	trésorerie
ENTREPRISES	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	GE PME	PME GE si notification
TAUX	50 à 100%	50%	10 M€	100%	1 M€ et 80% + possible	équilibre	200 K€ par entreprise	15 M€ plus si notification	10 M€ ou notification

+ Règles sectorielles: agri, agro, pêche, aviation, transports, etc.

LES PRINCIPALES CATEGORIES D'AIDE

- 1) Les aides « de minimis »
- 2) Les aides à l'investissement : AFR et PME (actions collectives)
- 3) Les aides à la RDI
- 4) Les aides à l'environnement et l'énergie
- 5) Les aides au financement des risques
- 6) Les aides à la formation
- 7) Les aides à l'embauche de travailleurs défavorisés/handicapés
- 8) Les aides aux PME dans les projets de CTE
- 9) Les aides aux infrastructures locales
- 10) Les aides à la culture et au sport
- 11) Numérique

1) LES AIDES « DE MINIMIS »

FEDER FSE FEAMP FEADER

Les aides de minimis (1)

« *de minimis non curat praetor* »

Création des aides « de minimis » :

Encadrement PME de 1992: premier « de-minimis » à **50 K**
Ecus

-> **OBJECTIF** : désengorger le travail de la Commission

-> éviter d'examiner *les petites notifications*

Doublement lors de la révision en 1996 : **100 K€**

Règlement 69/2001 du 12 janv 2001 : **100 k€**

Sécurisation juridique

Mais maintien du montant

Doublement lors de la révision rgt 15/12/2006 – **200 k€**

régime temporaire crise 2008-10 création ACML : 500 K€

Règlement n°1407-2013 18 décembre 2013: **200 K€**

Pour la période **2014-2020**

Les aides « de
minimis » sont des
aides « étiquetées »
« de minimis »



Elles doivent être
déclarées de minimis
à l'entreprise

DE MINIMIS (2)

CHAMP D'APPLICATION

TOUS SECTEURS ELIGIBLES sauf ceux exclus expressément

- **Les IAA sont toujours éligibles;** activités suivantes non considérées IAA:
 - la préparation de produits pour la première vente dans l'exploitation (ex: moissonnage, coupe et battage de céréales, emballage des œufs) et première vente à des revendeurs ou transformateurs
- Le transport ROUTIER également, mais à montant réduit **100 k€** au lieu de **200 k€**;
- **le transport de passagers par route n'est pas soumis au montant réduit**
(compte tenu de l'évolution du secteur)

EXCLUSIONS:

- pas de financement de **véhicule** de transport routier de marchandises;
- Activités liées aux produits **pêche et l'aquaculture** Rgt 104/2007;
- Activités de **production primaire des produits agricoles** (annexe I)
- ***Mais possibilité d'aider un producteur pour une activité non agricole au sens UE***

DE MINIMIS (3)

EXCLUSIONS SUITE

IAA (annexe I) si montant aide fixé sur prix ou quantité produits ou si aides conditionnées au fait d'être partiellement ou entièrement cédés à des producteurs primaires (fermiers);

- Activités liées à **l'exportation sauf** (considérant 9)
 - *Aides à la participation aux foires autorisées;*
 - *Aides autorisées pour le conseil les études sur lancement nouveau produit sur nouveau marché*
- Mise en place / fonctionnement **réseau de distribution** et autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation

ENTREPRISE AVEC DES ACTIVITES EXCLUES ET NON EXCLUES

- Si une entreprise opère à la fois dans un champ exclu et non exclu il faut s'assurer que l'activité exclue ne sera pas aidée (séparation des activités, distinction des coûts)

CUMUL DE MINIMIS GENERAL ET DE MINIMIS MOINS ELEVE (ex: Agri)

- même principe: distinction des assiettes et des activités
- S'il n'est pas possible de s'assurer que l'activité soumise au taux le plus bas n'aura pas plus que ce taux, application du taux réduit sur toute l'activité

SUPPRESSION DE L'INTERDICTION DES ENTREPRISES EN DIFFICULTE

Mais PAS de PRETS ni GARANTIES possibles sur le « de minimis » pour ces entreprises en difficulté Article 4.3.a) et 4.6.a)

DE MINIMIS (4)

DEFINITION:

**Ne comptabiliser que les aides « de minimis »
accordées à l'entreprise, EN FRANCE**

Aides qui ne remplissent pas tous les critères de l'art 107.1 du TFUE et donc ne faussent pas la concurrence au sein de l'UE... car elles sont d'un faible montant

200000 € (*) d'aide « de minimis » par entreprise UNIQUE (*)

100000 € par entreprise pour le transport en raison de la petite taille des exploitations *Mais si le transport n'est qu'une composante de l'activité (services postaux, courrier, collecte traitement des déchets) pas de plafond réduit*

Sur les 3 exercices fiscaux (en cours et 2 précédents)

Aide accordée en année n : vérification sur années n, n-1 et n-2

PENDRE EN COMPTE LA DATE **D'ALLOCATION** DES AIDES DE MINIMIS

« moment où **droit légal** de recevoir aide conféré au bénéficiaire »

- Pour l'Etat -> **Notification** de l'aide au bénéficiaire
- Pour les collectivités -> **délibération, convention, courrier**
- Pour les **aides fiscales**: déclaration de l'entreprise (IS) ou mise en recouvrement de l'impôt (CFE ex-TP) ou date de paiement de l'impôt (droits de mutation)

(*) NB: Dans les programmes de CTE la DG Comp considère que l'AG peut allouer dans une seule aide à 1 entreprise, autant d'aide de minimis qu'il y a d'Etat membre dans le programme...

De minimis CTE = De maximis

LA NOTION D'ENTREPRISE UNIQUE

Comptabilisation des aides « de minimis » par ENTREPRISE UNIQUE

ENTREPRISE UNIQUE:

- 1) détention de majorité du capital ou droits de vote
- 2) pouvoir de nommer les dirigeants
- 3) droit d'exercer une influence dominante contrat/satuts
- 4) Contrôle par l'actionnnariat (entreprise)

1 des 4 cas de figure ->

définition proche entreprise liée mais pas de consolidation pers. physique

Entreprise SARL Dupont

Etablissement
Lyon

Etablissement
Marseille

Etablissement
Bordeaux



200 k€ de-minimis possible
1 entreprise = 1 de-minimis

23/11/2016

Entreprise DURAND SA
HOLDING

100 %

Filiale
DURAND
LYON SARL

100 %

Filiale
DURAND
Bordeaux SARL

49 %

Filiale
DURAND
Marseille
SARL



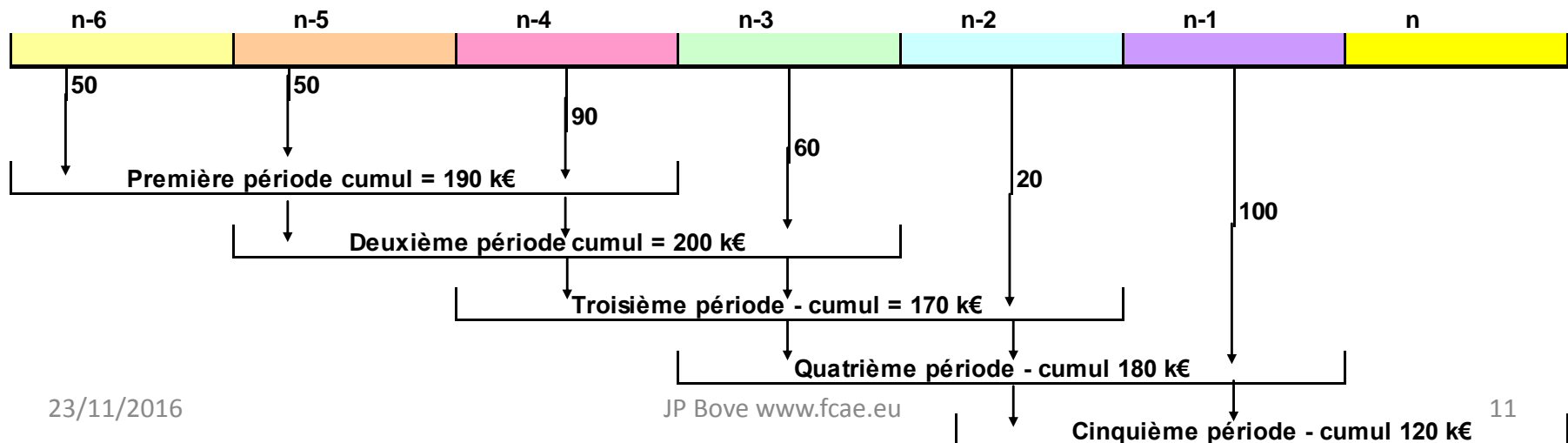
200 k€ aide de-minimis possible sur le groupe Holding
+ Lyon + Bordeaux

200 k€ aide de-minimis sur la filiale Marseille

JP Bove www.fcae.eu

DE MINIMIS (6)

- Comptabiliser que les aides « de minimis »
- En années glissantes, en équivalent subvention ESB
 - S'il y a un prêt, ne prendre en compte que son ESB dans le de-minimis
- Prendre les dates de décision d'aides de minimis
- On ne prend pas en compte les dates versement
- A/C de la date d'attribution envisagée de l'aide
- Sur l'exercice fiscal en cours et les 2 précédents



DE MINIMIS (7)

PRINCIPE DE CONTRÔLE PAR DECLARATION:

- L'Etat (ou la Collectivité ou l'organisme pub) doit s'assurer du respect du montant de minimis sur entreprise **UNIQUE**



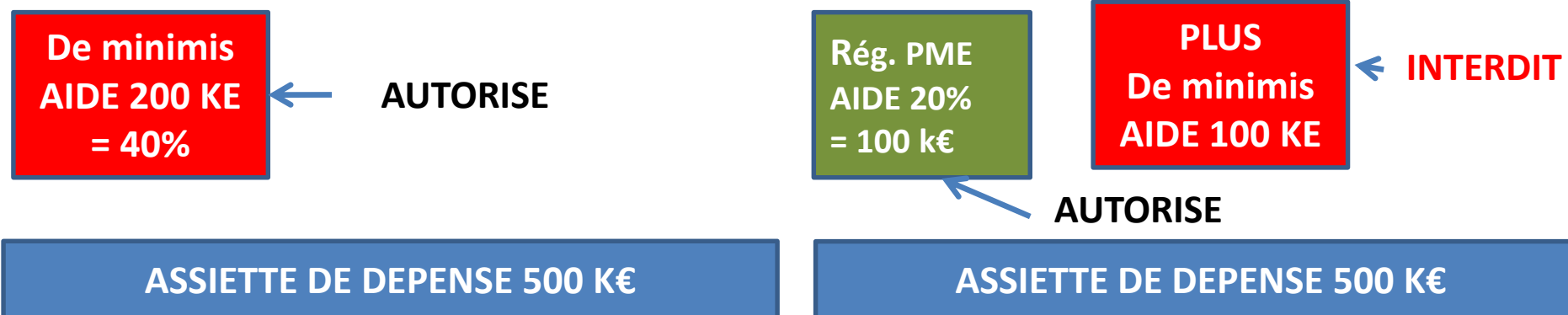
- Il doit **INFORMER l'entreprise PAR ECRIT** du montant de l'aide et de son caractère de minimis, avec une référence expresse au règlement de minimis

- Il doit obtenir une **DECLARATION** de l'entreprise des aides de minimis décidées sur les 3 exercices fiscaux **pour elle et pour les entreprises qui lui sont liées**

- Avant d'octroyer une nouvelle aide de minimis, l'Etat doit s'assurer que le plafond ne sera pas dépassé

DE MINIMIS (8) : CUMUL

- Le cumul « de minimis » s'effectue par entreprise **liée**
- Cumul avec De minimis SIEG possible jusqu'à 500 k€**
- Cumul « de minimis » avec 1 autre aide interdit sur une même dépense s'il amène à dépasser le taux du régime



- Déclaration de l'entreprise** sur toutes aides « de-minimis » reçues
- l'organisme** doit s'assurer de la possibilité de verser une aide « de-minimis » sans dépasser le seuil de 200 k€

DE MINIMIS (9): TRANSPARENCE

Les aides doivent être transparentes:

- subventions, bonifications d'intérêt, exonérations fiscales plafonnées, ou autres mesures plafonnées sont des AIDES TRANSPARENTES
- Les autres formes d'aide doivent être traduites en ESB en se référant **au taux du marché (taux de référence communication sur les taux 19 janvier 2008)**

PRETS ***MONTANT forfaitaire de l'ESB***

Possibilité de calculer l'ESB sur une méthode basée sur taux du marché

L'ESB FORFAITAIRE DES PRETS: 3 conditions cumulatives:

1) le PRÊT est garanti par des SURETES couvrant 50% du prêt

2) le PRÊT est limité à 1 M€

3) Le PRÊT ne dure que 5 ANS

-> ALORS l'ESB du Prêt = 200 k€

SI le PRÊT dure 10 ANS alors le total du PRÊT doit se limiter à 0,5 M€

L'ESB = 20% DU PRET

Les aides de minimis (10) Transparence (suite)

CAPITAL

Pas de possibilité de calculer l'ESB pour les intervention en capital, en fonds propres et quasi-fonds propres

Le total des capitaux publics doit se limiter à 200 k€

GARANTIES :

Possibilité de calculer l'ESB par méthode notifiée (n°N677/B2008)

CALCUL FORFAITAIRE DE L'ESB DES GARANTIES: **3 Conditions**

1) Prêt garanti à 80% au maximum

2) **Garantie limitée à 5 ANS**

3) Garantie limitée à 1,5 M€

Alors la garantie = 200 K€ d'ESB

En tenant compte de 13% de taux de défaut net

0,75M€ de garantie max pour le transport = 100 k€ d'ESB

ESB = 13 % DE LA GARANTIE

Si prêt ou garantie couvrent des montants moins élevés ou durée plus courte appliquer la méthode suivante:

$(\text{montant Prêt} / 1000000) \times (\text{durée prêt} / 5 \text{ ans}) \times 200000$

$(\text{montant garanti} / 1500000) \times (\text{durée garantie} / 5 \text{ ans}) \times 200000$

DE MINIMIS (11) – les autres aides de minimis

De minimis « PECHE »

RÈGLEMENT (UE) No 717/2014 DE LA COMMISSION du 27 juin 2014

30000 € par entreprise UNIQUE sur 3 exercices fiscaux

-> ce montant est cumulable avec d'autres aides d'Etat sur une assiette différente

De minimis « AGRICOLE » RGT n°1408/2013 du 18 décembre 2013

Applicable jusqu'au 31 décembre 2020

-> 15000 € par entreprise UNIQUE sur 3 exercices fiscaux

Sans dépasser 722 M€ sur 3 ans au niveau national

-> ce montant est cumulable avec d'autres aides d'Etat sur une assiette différente

De minimis « SIEG »: du 25 avril 2012 – 3 exercices fiscaux

500000 € par entreprise (y compris le de-minimis normal)

ET 500 K€ d'aide publique totale sur le service concerné

Pas de consolidation du « de minimis » par entreprise unique

NB Si 2 aides de 2 rgt. De minimis -> le montant le plus élevé sert de cumul

DE MINIMIS (12) – Les difficultés

Base de données impossible en France

36000 communes pouvant allouer une aide de-minimis

Secret fiscal: seule l'entreprise peut communiquer le montant de ses aides fiscales

Inflation du nombre de mesures dans le « de-minimis »

Seul mode de contrôle possible:

La déclaration de l'entreprise

Mais

- L'entreprise est **peu et mal informée** des aides de-minimis qu'elle reçoit...
- Comment connaître le montant de l'exonération fiscale (secret fiscal)?
- Contrôle sur une même assiette difficile
- **Liste nationale des aides « de minimis » pour 2014** sur le site l'Europe en France

**Minimis Mini Prix.
Mais il fait le Maximum.**



2) LES AIDES A L'INVESTISSEMENT AFR et PME (FEDER FEADER FEAMP)

AFR : LES BASES JURIDIQUES

Le RGEC articles 13 à 16

- régime d'aide cadre exempté AFR: n° SA 39.252 – en vigueur depuis le 2/7/14;
- régime d'aide exempté PAT (prime d'aménagement du territoire) **n° SA 39 746**
- Décret du 16 septembre 2014

Lignes directrices AFR du 23 juillet 2013

- Notification de la carte AFR française - Décision de ma Commission du 7 mai 2014
- Pas de régime d'aide notifié actuellement

AFR : LA NOTION D'AIDE A FINALITE REGIONALE

Régime d'aide cadre exempté AFR: n° SA 39.252 – en vigueur depuis le 2/7/14

Les aides aux entreprises qui faussent la concurrence sont **interdites par principe, Sauf dérogation** prévues par le Traité (**art.107.1**)

Les **aides à l'investissement productif** (bat/ter/mach) faussent **particulièrement** la concurrence, **surtout pour les grandes entreprises** (GE) [selon la doctrine de la Commission...]

Donc **les aides à l'investissement productif des GE** sont **interdites SAUF si elles sont allouées dans des régions en difficulté (art 107.3)**

Dans ce cas, **la finalité des aides est de développer la région**, car elles permettent de **contribuer à l'amélioration de l'emploi, l'activité** dans les régions en difficulté -> FINALITE REGIONALE

Ces régions en difficultés sont les zones à finalité régionale (AFR); le Traité de Rome prévoit deux catégories de zonage:

Les régions les plus fragiles:

les Zones AFR art 107.3.A (**zones A**)

Les régions moins en difficulté :

les zones AFR art 107.3.C (**zones C**)

AFR (1)

Zonage: 2 catégories de zones: 107.3.a et 107.3.c

107.3.A = totalité du territoire des DOM

107.3.c = certaines zones en métropole

Taux d'aide AFR pour projets de moins de 50 M€

Types de zone	Régions	Taux d'aide (**)		
		Aux grandes entreprises (*)	Aux moyennes entreprises (*)	Aux petites entreprises (*)
Zones « a » (***)	Mayotte	70	80	90
	Guyane	55	65	75
	Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, La Réunion	45	55	65
Zones « c »	Dans les régions métropolitaines (****), les communes listées dans le décret n° 2014/758	10	20	30

ZONAGE

Carte AFR

2014 – 2020

Décret du 2 juillet 2014

Zones C



Prédéfinies



Non Prédéfinies

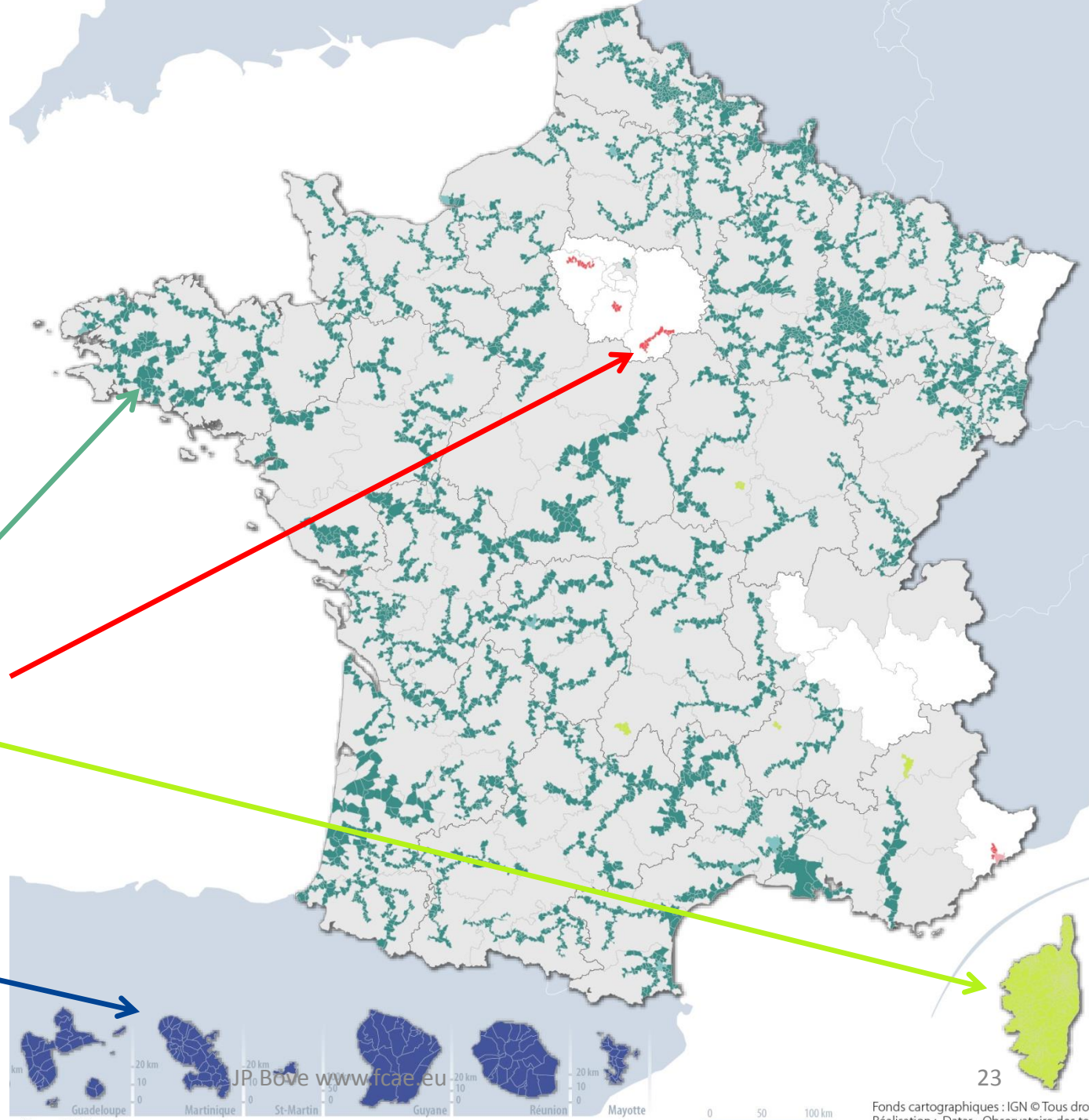


Iles et vallées

Zones A



23/11/2016



AFR (3)

RESERVE NATIONALE DE ZONAGE : Environ 233 757 habitants

Critères d'utilisation (obligatoires):

(1°) Critère sur l'ampleur du choc :

au choix

500 suppressions d'emploi d'un ou de plusieurs établissements **sur 1 secteur d'activité** [\[1\]](#),
sur 12 derniers mois dans la ZE;

ou

suppressions d'emplois d'un ou de plusieurs établissements **sur 1 à 3 secteurs d'activité**,
représentent **1.25 %** de l'emploi salarié total sur ZE 12 derniers mois.

(2) Critère sur la fragilité du bassin d'emploi:

au choix:

taux de chômage de la zone d'emploi est supérieur à la moyenne nationale ;

ou

zone d'emploi connaît une **croissance de l'emploi** inférieure à la moyenne nationale.

Nomenclature NAF rev1, 2003 niveau 60 – (divisions)

AFR (4)

EXCLUSIONS:

INTERDICTION D'AIDER LES SECTEURS SUIVANTS:

Production agricole et pêche (sauf RUP), sidérurgie, charbon, construction navale, fibres synthétiques, infrastructures de production et de distribution d'énergie, transport

Interdiction de mettre en place des régimes ciblés sur un nombre limité de secteurs d'activité (sauf tourisme, agriculture, IAA, réseaux internet HD)

MESURE ANTI DELOCALISATION: **interdiction** des aides Individuelles aux entreprises ayant cessé une activité similaire 2 ans avant la demande d'aide ou qui envisagent de fermer d'ici 2 ans un site similaire.

AFR (5)

5 CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS ELIGIBLES:

Investissements en actifs corporels et incorporels ou créations d'emplois liés :

- **1 - Création** d'établissement
- **2 - Extension** d'établissement existant (pour GE: avec nouveau code NACE)
- **3 - Diversification** de la production d'un établissement vers des produits qu'il ne produisait pas auparavant (en zone C pour GE: -> changement code NACE)
 - **NOUVEAU** : Coûts admissibles doivent excéder de 200% la valeur comptable des actifs réutilisés (de l'exercice précédent)
- **4 - Changement** fondamental de l'ensemble du processus de production d'un établissement (en zone C PME uniquement)
 - **NOUVEAU**: coûts admissibles doivent être supérieurs aux coûts des amortissements de actifs liés à l'activité à moderniser (sur les 3 années précédentes)
- **5 – Reprise** : Acquisition d'actifs d'un établissement qui a fermé ou aurait fermé (acheteur non lié au vendeur) la simple acquisition des parts d'une entreprise n'est pas éligible
 - (en zone C GE: si diversification avec changement code NACE)

AFR (6)

En AFR **A**: investissement initial sans limitation

En AFR **C** aides aux GRANDES ENTREPRISES LIMITEES à une nouvelle activité économique: Création d'établissement ou diversification vers une activité NON IDENTIQUE OU SIMILAIRE CORRESPONDANT A UN AUTRE CODE NACE2 **Reprise** (acquisition d'actifs d'un établissement qui aurait fermé) si l'activité est différente de celle exercée

Coûts éligibles aux aides:

Les Investissements (actifs corporels **et** incorporels) – le matériel doit être neuf sauf pour PME

Ou

les Coûts salariaux sur 2 ans des créations d'emploi nettes

Ou

une combinaison des deux

Cumul -> application du taux AFR sur l'assiette la plus favorable

Actifs incorporels: limités à 50% du CT pour les GE, exploités dans l'établissement, amortissables, acquis conditions marché, rester 5 ans et 3 ans dans les immobilisations de l'entreprise

AFR (7)

Maintien des investissements et emplois au moins 5 ans (GE) 3 ans (PME) dans la zone sauf remplacement pour obsolescence

Crédit bail admis pour l'immobilier mais pour le mobilier clause d'obligation d'achat imposée

AFR pour réseaux haut-débit possibles

Si en zone blanche

Si accès au réseau équitable et non discriminatoire

Si mise en concurrence pour allouer l'aide

AFR pour infrastructures de R&D si accès ouvert à l'infrastructure

AFR (8)

Si un investissement initial pendant 3 ans est réalisé
« grâce à un autre investissement » d'une
entreprise du même groupe dans le même
département, fait partie du projet
d'investissement unique

Le bénéficiaire de l'aide doit apporter une
contribution financière non aidée de 25% au
moins
(Sauf si taux AFR > 75% dans les RUP)

AFR (9)

GRANDS PROJETS D'INVESTISSEMENT

Projets d'investissement > 50 M€

Application de taux réduits

Obligation de notifier individuellement

Les aides à la Commission

Pas de seuil pour aides fonctionnement

Taux d'aide AFR (GE)	Seuil de notification (en M€ d'aide)
10%	7,5
45%	33,75
55%	41,25
70%	52,5

Taux d'aide réduits pour les grands projets (> 50 M€)

Taux réduits zone C:

Taux réduits à Mayotte (A)

TRANCHE D'INVESTISSEMENT DU PROJET	TAUX AFR NORMAL	50% DU TAUX AFR	34% DU TAUX AFR	TRANCHE D'INVESTISSEMENT DU PROJET	TAUX AFR NORMAL	50% DU TAUX AFR	34% DU TAUX AFR
DE 0 à 50 M€	10%			DE 0 à 50 M€	70%		
DE 50 à 100 M€		5%		DE 50 à 100 M€		35%	30
23/11/2016 AU DELA DE 100 M€			3,40%	JP Bove www.fcde.eu AU DELA DE 100 M€			23,3%

AFR (10)

Régime AFR d'aide exemptés de notification (au 1/1/15)

REGIMES D'AIDE A FINALITE REGIONALE - EXEMPTES DE NOTIFICATION - 2014 / 2020

REGIME D'AIDE	NUMERO	DATE	ZONAGE
1 Régime cadre exempté AFR	SA 39 252	01-juil-14	C & A
2 Régime PAT exempté	SA 39 746	16-sept-14	C & A
3 Régime ZONES FRANCHES D'ACTIVITE	SA 39 258	1° juillet 2014	A
4 Régime déductibilité TVA sur certains produits exonérés	SA 39 259	1° juillet 2014	A
5 Exonération de cotisations patronales de sécurité sociale	SA 39 260	1° juillet 2014	A
6 Régime Modernisation de l'hôtellerie	SA 39 261	1° juillet 2014	A
7 Non application des taux majorés de taxes sur les salaires	SA 39 262	1° juillet 2014	A
8 OCTROI DE MER	SA 39 268	1° juillet 2014	A
9 Soutien à l'emploi - Prime à l'emploi - Contrat d'accès à l'emploi	SA 39 269	1° juillet 2014	A
10 Aides fiscales à l'investissement à Saint-Martin	SA 39 295	1° juillet 2014	A
11 Aménagement des zones d'activités à la Réunion	SA 39 296	1° juillet 2014	A
12 Soutien au transport (surcoûts et transports dangereux)	SA 39 297	1° juillet 2014	A

AIDES A L'INVESTISSEMENT DES PME

Régime cadre exempté
PME n° SA 40453

- Maintien des taux d'aide à **10 % ME** ou **20 % PE**
- **Coûts éligibles (idem que pour les AFR) investissement et/ou emploi**
 - **Création** d'établissement
 - **Extension** d'établissement
 - **Diversification** de la production
 - **Changement** fondamental du processus de production
 - **Reprise** d'un établissement qui a ou aurait fermé (indépendance acheteur /vendeur sauf succession familiale)

Assiette des aides:

- **Coûts des actifs corporels ou incorporels immobilisés** (Exploités dans l'entreprise, amortis dans le bilan de l'entreprise pendant 3 ans)

et

- **Coûts des créations d'emploi (nettes), emplois maintenus 3 ans.**
Assiette : coût salarial emplois créés sur **2 ans**
- **Pas d'obligation de maintien des actifs corporels**

AIDES A L'INVESTISSEMENT DES PME

AIDES AU CONSEIL PME – nouveau régime N° SA.40453

Aides au conseil pour les conseils externes

Sauf conseil de routine (publicité, fiscalité, juridique...)

50% d'aide

AIDES PME AUX FOIRES nouveau régime N° SA.40453

- Coûts de location et mise en place d'un stand pour **toute** participation à une foire ou un salon
- **Suppression de la limitation à la première participation**
- -> suppression des frais de déplacement
- **50%** d'aide

3) LES AIDES A LA RECHERCHE- DEVELOPPEMENT ET A L'INNOVATION

FEDER FSE FEAMP FEADER



RDI (1) Les textes juridiques européens

Encadrement RDI 27/6/14

Aides à notifier – démontrer 7 critères pour l'approbation

- projets de RDI
- études de faisabilité
- Construction modernisation d'infra de RDI
- Activités d'innovation (PME et GE)
- Pôles d'innovation
-

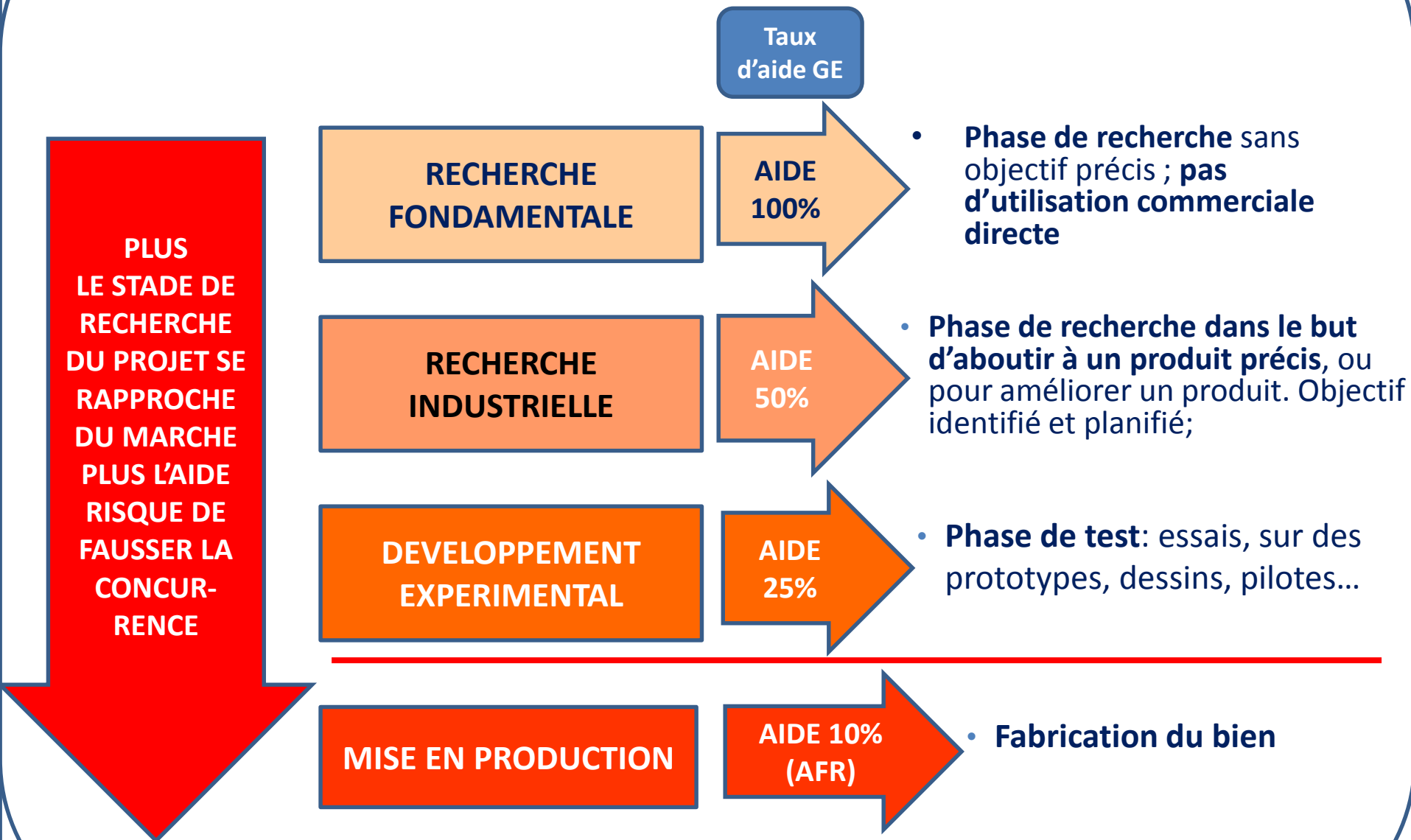
RGEC du 17 juin 2014

Aides sans notification mais avec information à la CE

- projets de RDI (art 25)
- Infra de RDI (art 26)
- Pôles d'innovation (art 27)
- Innovation des PME (28)
- Innovation de procédé et d'organisation (art 29)
- RDI pêche aquaculture (art. 30)

**Utiliser le régime cadre exempté RDI
n°SA.40391**

Principes de la réglementation R&D



RDI (3) – Aides aux projets de RDI

- Mêmes règles globalement que sur la période 2007-2013
- **4 types d'aides aux projets de R&D:**
 - 1) Recherche fondamentale,
 - 2) Recherche industrielle,
 - 3) Développement expérimental
 - 4) Etudes de faisabilité
- **Mêmes Coûts éligibles :** Pris au prorata de leur utilisation sur le projet, pendant la durée où ils sont utilisés sur le projet (amortissement)
 - **Frais de personnel** (chercheurs techniciens personnels..) pas d'obligation de création
 - **Coût de matériel, instruments, bâtiments, terrain**
 - > amortissement
 - **Coûts de recherche contractuelle, services de conseil**
 - **Frais généraux** additionnels liés au projet

RDI (4) PROJETS DE RDI (suite)

TYPES DE PROJETS DE R&D	GRANDE ENTREPRISE	MOYENNE ENTREPRISE	PETITE ENTREPRISE	PROJET COLLABORATIF
RECHERCHE FONDAMENTALE	100	100	100	100
RECHERCHE INDUSTRIELLE	50	60	70	+ 15pts < 80%
DEVELOPPEMENT EXPERIMENTAL	25	35	45	+ 15pts < 80%
ETUDES DE FAISABILITE	50	60	70	+ 15pts < 80%

AIDES A L'INVESTISSEMENT INFRASTRUCTURES Recherche

- Aide à l'Investissement (corporel et incorporel) ***pas de fonctionnement***
 - Obligation de **comptabilité séparée** si activité économique et non économique dans l'infrastructure
 - Prestations offertes aux conditions du marché
 - Infrastructures ouvertes à toutes les entreprises; les entreprises qui ont financé à 10% l'infra peuvent y avoir un accès privilégié
 - **50% d'aide** sur les coûts d'actifs corporels/incorporels
- > Pas de répercussion des aides aux entreprises utilisatrices de l'infra***

RDI (5) – Aides aux pôles d'innovation

- Aides non limitées aux « pôles de compétitivité » français
- Aides à la **personne morale** gestionnaire du pôle
- **Accès aux locaux et aux activités** fourni sur une base **transparente et non discriminatoire**
- Les **redevances** pour accès aux installations sont aux **conditions du marché**

Aides à l'investissement matériel **50% + 5% AFR C** et + **15%** en AFR A

- Coûts éligibles actifs corporels incorporels

Aides au fonctionnement octroyées pour 10 ans

- **Couts éligibles:** gestion et animation du pôle, services de soutien, organisation de formation, ateliers conférences, transferts de technologie, travail en réseau etc.
- **50%** pour une période maxi de 10 ans
- ***(Nb: cela ne limite pas les aides aux 10 premières années)***

RDI (6) – Aides à l'innovation

Aides à l'Innovation en faveur des PME

- Pas de définition de l'innovation, mais de l'entreprise innovante
- **Aides de 50% sur les coûts éligibles :**
- Coûts d'obtention et validation des **brevets** et autres actifs incorporels
- **Coûts de détachement temporaire de personnel HQ** d'un organisme de recherche, d'une GE ou « d'une diffusion des connaissances »
 - *Sans limitation de durée à 3 ans*
 - *Pour des dépenses de transfert protection industrielle, normes*
- **Services de conseil et appui** à l'innovation **50% ou 100% si** < 200 k€ sur 3 ans
 - **appui** = immobilier notamment, études de marché, conseil...

Aides à L'INNOVATION de PROCEDE et d'ORGANISATION

- **Suppression** de l'obligation d'une **innovation à l'échelle de l'Union**
- **Coûts:** même assiette que les aides aux projet de RDI
- **Grandes entreprises** éligibles si coopération avec des PME qui supportent au moins 30% des coûts totaux admissibles
- Taux: **50% PME** (et 15% GE si collaboration avec PME >30%)

RDI – (7) Cas où l'on n'applique pas les règles aides d'Etat

Organismes et infrastructures de recherche

- Pour le financement public d'activités non économiques
- Pour des coûts liés aux activités non économiques
- Si les activités éco et non éco sont distingués
- L'aide à l'activité économique est possible sans aide d'Etat si :
 - Elle est accessoire cad, couvre < **20%** de la capacité
 - Elle consomme les mêmes intrants que l'activité non économique
- Les activités principales des organismes de recherche et infrastructures de recherche, ne sont pas économiques notamment :
- **Les activités de formation** en vue de ressources humaines accrues et plus qualifiées.

RDI – (8) Cas où l'on n'applique pas les règles aides d'Etat

Organismes et infrastructures de recherche (suite)

L'enseignement public organisé dans le cadre du système d'éducation nationale, financé principalement ou intégralement par l'État et supervisé par ce dernier

Les activités de R&D indépendantes en vue de connaissances plus étendues et d'une meilleure compréhension, **y compris les activités de R&D en collaboration** dans le cadre desquelles l'organisme de recherche ou l'infrastructure de recherche mène une collaboration effective les activités de diffusion des résultats de la recherche sur une base non exclusive et non discriminatoire

Les activités de transfert de connaissances, dès lors qu'elles sont effectuées ou bien par l'organisme de recherche ou l'infrastructure de recherche (et leurs services ou filiales), ou bien conjointement avec d'autres entités de cette nature ou en leur nom, et que tous les bénéfices tirés de ces activités sont réinvestis dans les activités principales de l'organisme de recherche ou de l'infrastructure de recherche. Le caractère non économique de ces activités n'est pas affecté par la sous-traitance de services correspondants à des tiers au moyen d'appels d'offres ouverts.

RDI – (9) Cas où l'on n'applique pas les règles aides d'Etat

Organismes et infrastructures de recherche (suite)

FINANCEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES

En cas d'activité économique, les aides à l'organisme de recherche ne sont pas soumises à la réglementation aides d'Etat :

• **SI** L'aide publique est **répercutée intégralement au bénéficiaire** final par exemple sous forme de réduction de prix

ET

• **Si** Une **procédure d'appel d'offres** ouvert a été mise en place pour sélectionner l'intermédiaire

OU

• **Si** L'aide est **accessible à tous les organismes** qui satisfont aux conditions objectives requises

-> dans ces 2 cas l'aide d'Etat est présente au niveau de l'entreprise et non de l'organisme de recherche

4) LES AIDES A L'ENVIRONNEMENT ET A L'ENERGIE

FEDER FEADER FEAMP



ENVIRONNEMENT – Bases juridiques

Lignes directrices environnement 28/6/14

-> *Pour notifier les aides*

9 MESURES D'AIDE

- 1) Énergie renouvelable
- 2) Efficacité énergétique, y compris réseaux de chaleur et de froid
- 3) Utilisation efficace des ressources et gestion des déchets
- 4) Aide au captage et stockage de carbone (CSC)
- 5) Exonération pour production d'électricité énergie renouvelable
- 6) Aides aux infrastructures énergétiques
- 7) Adéquation des capacités de production d'énergie (pérennité)
- 8) Régime de permis négociables
- 9) Changement d'implantation de certaines entreprises

Aides non prévues dans RGEC

RGEC n°651-2014 du 17 juin 2014

-> *pour éviter de notifier les aides*

14 MESURES D'AIDE

- 1) Dépassement de normes (art 36)
- 2) Adaptation anticipée aux normes (art 37)
- 3) Investissements d'efficacité énergétique (38)
- 4) Efficacité énergétique des bâtiments (ingénierie financière, art 39)
- 5) Cogénération à haut rendement (art. 40)
- 6) Investissement Energie renouvelable (art 41)
- 7) Aide au fonctionnement énergie renouvelable (art 42)
- 8) Aide au fonctionnement énergie renouvelable petites installations (art 43)
- 9) Réduction taxes environnementales (art 44)
- 10) Assainissement sites contaminés (art 45)
- 11) réseau de chaleur et de froid (art 46)
- 12) aide à l'investissement recyclage des déchets (art 47)
- 13) Infrastructures énergétiques (art 48)
- 14) Etudes environnementales (art 49)

Utiliser le régime cadre exempté
environnement n°SA.40405

ENVIRONNEMENT (2) – Calcul de l'assiette

• 2 MODES DE CALCUL EN VIGUEUR SUR 2014-2020:

1°) Le Surcoût : définition du surcoût environnemental par rapport à un investissement similaire

2°) La totalité de l'assiette si le coût de l'investissement dans la protection de l'environnement peut être identifié Comme investissement distinct Dans les coûts totaux

PRISE EN COMPTE DE
LA TOTALITE DU COUT DE
L'INVESTISSEMENT

coût 1 M€

1° étape

DETERMINATION DE
L'INVESTISSEMENT DE
COMPARAISON
RESPECTANT LES NORMES
OBLIGATOIRES

coût 0.7 M€

2° étape

COMPARAISON AVEC
L'INVESTISSEMENT
MATERIEL DE L'ENTREPRISE
DEPASSANT LES NORMES

coût 1 M€

Surcoût d'investissement par
rapport à l'invest. de compar.
0.3 M€

PARTIE NON ELIGIBLE AU
REGIME: 0.7M€

ENVIRONNEMENT (3)

1) AIDE A L'INVESTISSEMENT DE DEPASSEMENT DE NORMES

- **Dépassement** des normes européennes
- Ou **augmentation** du niveau de protection de l'environnement
- **Pas d'aide à la mise aux normes** sauf:
 - Certaines acquisition de véhicules de transport (route, rail, mer, fluvial)
 - Opérations de « post-équipement » de véhicules de transport existants
- **COUTS ELIGIBLES :**
 - Totalité des coûts si ces coûts environnementaux sont identifiables dans l'assiette totale des dépenses
 - Sinon: différence de coût avec le coût d'un investissement similaire, moins respectueux de l'environnement
- **TAUX :**
 - **40% GE - 50% ME - 60% PE** → 45%/55%/65% en zone AFR 107.3.C
 - **55% GE – 65% ME – 75% PE** -> en zone AFR 107.3 A

ENVIRONNEMENT (4)

2) ADAPTATION ANTICIPEE DES FUTURES NORMES

- La norme est déjà adoptée et l'investissement doit être achevé 1 an avant l'entrée en vigueur de la norme
- **COUTS**: coûts directement liés à protection environ.
 - Totalité des coûts si ces coûts environnementaux sont identifiables dans l'assiette totale des dépenses
 - Sinon: différence de coût avec le coût d'un investissement similaire, moins respectueux de l'environnement
- **TAUX D'AIDE**: avant entrée en vigueur de la norme
 - Projet achevé > 3 ans avant: **10% GE – 15% ME 20% PE**
 - Projet achevé > 1 ans avant: **5% GE – 10% ME – 15% PE**
 - Majoration en AFR: + 15 zone A - + 5 en zone C

ENVIRONNEMENT (5)

3) INVESTISSEMENTS EFFICACITE ENERGETIQUE:

« **efficacité énergétique** » = quantité d'énergie économisée, déterminée en mesurant et/ou en estimant la consommation avant et après la mise en oeuvre d'une mesure visant à améliorer l'efficacité énergétique, les conditions externes qui ont une incidence sur la consommation d'énergie faisant l'objet d'une normalisation »

Pas d'aide si l'entreprise se conforme aux normes

COUTS: investissements d'efficacité énergétique

Soit, Totalité des coûts si ces coûts environnementaux sont identifiables dans l'assiette totale des dépenses

Soit: différence de coût avec le coût d'un investissement similaire, aboutissant à moins d'économies d'énergie

TAUX:

30% GE – 40% ME – 50% PE

Majoration en AFR: + 15 zone A - + 5 en zone AFR C

ENVIRONNEMENT (6)

4) EFFICACITE ENERGETIQUE - Fonds d'efficacité énergétique – art 39 RGEC

Promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments (Pour le dépassement de normes)

AIDE AU FONDS par Prêts, garanties, et intervention capital

AIDE AUX ENTREPRISES par Prêts et Garantie pour les bénéficiaires
un fonds efficacité énergétique avec 30% d'investisseurs privés

Intermédiaires financiers sélectionnés procédure ouverte transparente

Investisseurs privés sélectionnés procédure ouverte transparente

Si partage inégal des pertes, première perte publique < à 25%

Mêmes règles que le financement des risques

Garantie aux projets: limitée à 80% du prêt

Prêts aux projets: 10 M€ maximum par entreprise

Le montant à rembourser par les propriétaires = valeur nominale du prêt

Investisseurs peuvent être représentés dans la gouvernance du Fonds

Gestionnaires gérés dans optique commerciale recherche du profit

Stratégie de désengagement claire et réaliste etc.

ENVIRONNEMENT (7)

5) COGENERATION HAUT RENDEMENT

Investissements dans la cogénération à haut rendement
L'unité de production doit assurer le niveau d'économie d'énergie prévu par la directive 2012/27/UE

COUTS:

investissements liés aux équipements supplémentaires pour permettre la cogénération à haut rendement (ou moderniser la cogénération HR)

TAUX:

45% GE – 55% ME – 65% PE

Majoration en AFR: + 15 zone A - + 5 en zone C

ENVIRONNEMENT (8)

6) INVEST. DE PROMOTION ENERGIE RENOUVELABLE

Article 41 du Rgec

Investissements dans les énergies renouvelables

Uniquement pour les nouvelles installations

COUTS: investissements énergie renouvelables

- Totalité des coûts si ces coûts environnementaux sont identifiables dans l'assiette totale des dépenses
- Sinon: différence de coût avec le coût d'un investissement similaire, moins respectueux de l'environnement

TAUX:

45% GE – 55% ME – 65% PE

Majoration en AFR: + 15 zone A - + 5 en zone AFR C

ENVIRONNEMENT (9)

7) ASSAINISSEMENT SITES CONTAMINES

Article 45 du Rgec

Réparer les atteintes à la qualité des sols, eaux de surfaces ou souterraines

L'entreprise ne doit pas être à l'origine de la pollution

L'entreprise pollueuse si elle existe doit payer

COUTS: travaux – hausse de la valeur du terrain

Valeur du terrain évalué par un expert indépendant

100 % des coûts

8) RESEAUX DE CHALEUR ET DE FROID EFFICACES

Aides à l'installation des réseaux & l'unité de production

Réseau de chaleur de l'art 2.41/42 directive 2012/27

1) Coûts de l'Unité de production

Surcoûts d'investissements nécessaires pour **construire étendre et rénover** des installation efficaces (investissement de référence)

TAUX: 45 % GE – 55% ME - 65% PE

Majoration en AFR: + 15 zone A - + 5 en zone C

2) Coûts du réseau:

Coût d'installation du réseau

Aide = coût du réseau moins marge d'exploitation

9) AIDES A L'INVESTISSEMENT DE RECYCLAGE/REEMPLOI DES DECHETS

Absence de cette catégorie d'aide en 2007-2013

Recyclage et réemploi de déchet d'autres entreprises

Les aides ne soulagent pas les pollueurs de leurs obligations légales

Les investissements ne doivent pas avoir pour seul effet d'accroître la demande de matières à recycler sans que cela ne débouche sur une intensification de la collecte des matières à recycler

Les investissements vont au delà de l'état de la technique (..???)

COUTS: surcoûts d'investissement par rapport à un processus conventionnel de recyclage de même capacité élaboré sans aides

TAUX: 35 % GE – 45% ME - 55% PE

Majoration en AFR: + 15 zone A - + 5 en zone C

ENVIRONNEMENT (11)

10) AIDES INVESTISSEMENT INFRASTRUCTURES ENERGETIQUES

Pour le transport et la distribution d'énergie

Infrastructures énergétiques dans les zones AFR uniquement

Infrastructures soumises à la régulation des tarifs et d'accès

Coûts éligibles: coûts d'investissement

AIDE: l'aide \leq à la différence entre les coûts admissibles et la marge d'exploitation de l'investissement; la marge d'exploitation est déduite des coûts admissibles

Aides aux infrastructures de stockage gaz et de pétrole non exemptées

11) AIDES AUX ETUDES ENVIRONNEMENTALES

Pour les études dans les domaines couverts par les aides du RGEC et les audits énergétiques

(sauf article 8.4 de la Directive de 2012)

TAUX: 50% GE – 60% ME – 70% PE.

5) LES AIDES AU FINANCEMENT DES RISQUES

FEDER FSE FEAMP FEADER



FINANCEMENT DES RISQUES

LES TYPES D'INTERVENTION CONCERNEES

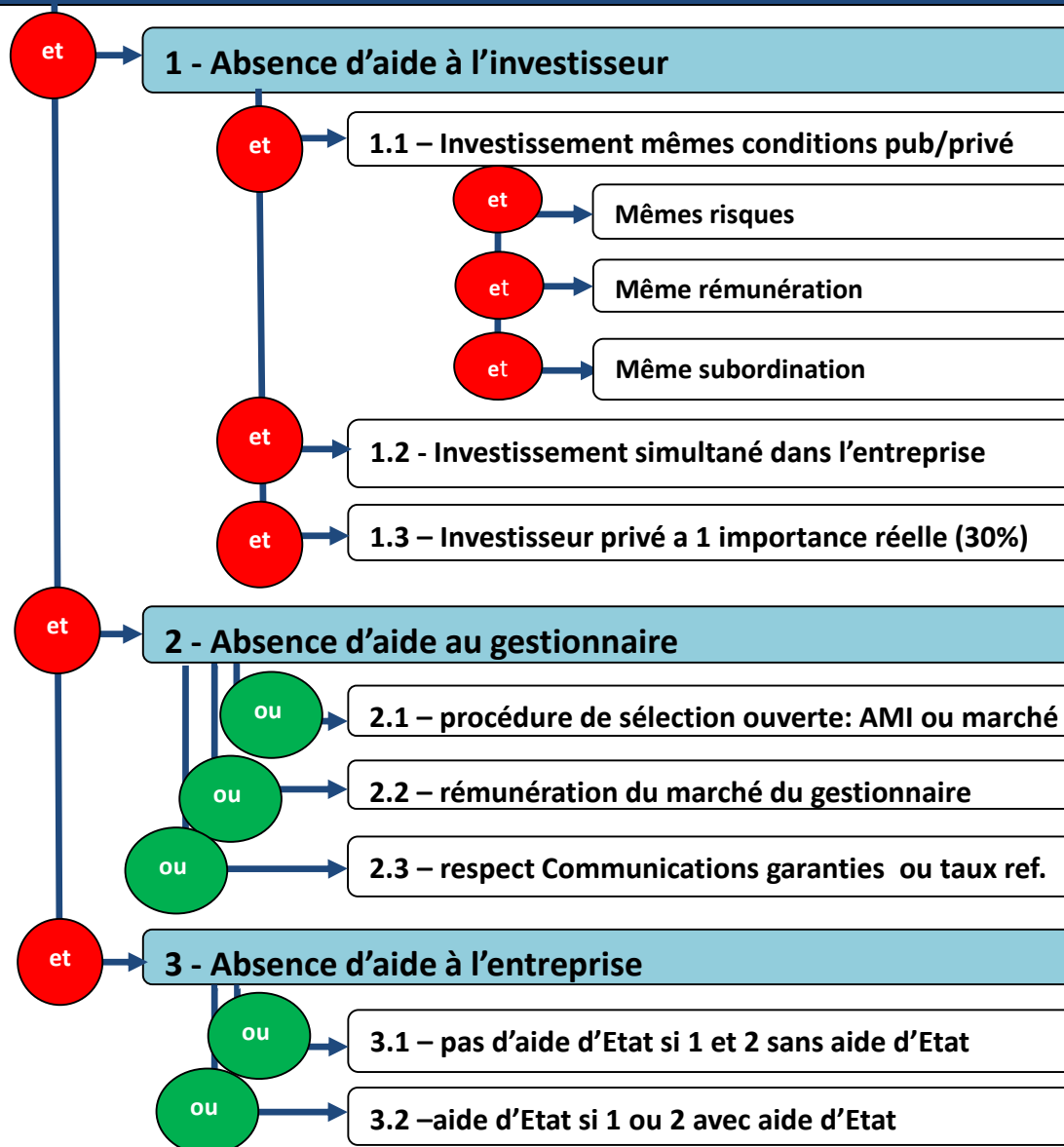
Concerne les interventions publiques qui ne sont pas allouées à fonds perdus

- **Prêts**
 - **Garanties**
 - Interventions en **fonds propres** (capital)
 - Interventions en **quasi fonds propres** (prêts participatifs)
 - **Crédit bail**
- > ou une combinaison entre ces interventions

FINANCEMENT DES RISQUES (2) – les conditions du marché

-> *Pas d'aide d'Etat si l'intervention publique est aux conditions du marché*

Lignes directrices de la Commission sur le financement des risques – Opérateur en économie de marché



FINANCEMENT DES RISQUES (3) Conditions du marché des PRETS

PRÊT AUX CONDITIONS DU MARCHÉ = pas d'AIDE D'ETAT pour la PME

- Communication 19 janvier 2008 sur les taux de référence
- Prêts octroyés aux conditions du marché
- Prêt accordé au Taux de base européen **-0,04%** à partir du 1/5/16

http://ec.europa.eu/competition/state_aid/legislation/reference_rates.html + **100** pt de base

soit **-0,04% PLUS** une majoration fixé en fonction:

- De la notation bancaire ET du niveau de sûretés apportées par l'entreprise

**TABEAU
DES
MAJORATIONS**

Marges de prêts en points de base			
Catégorie de notation	Niveau de sûretés		
	élevé	normal	bas
solide (AAA-A)	60	75	100
bonne (BBB)	75	100	220
satisfaisante (BB)	100	220	400
faible (B)	220	400	650
mauvaise/difficultés financières (égale ou inférieure à CCC)	400	650	1 000 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Sous réserve de l'application des dispositions spécifiques aux aides au sauvetage et à la restructuration figurant dans les lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté (JO C 244 du 1.10.2004, p. 2), notamment leur point 25 (a) qui fait mentionne «un taux au moins comparable aux taux observés pour des prêts à des entreprises saines, et notamment aux taux de référence établis par la Commission». Ainsi, dans le cas des aides au sauvetage, le taux IBOIS 1 an majoré d'au moins 100 points de base sera appliqué.

FINANCEMENT DES RISQUES (4) – Conditions du marché Garanties

Communication de février 2008 sur les garanties

GARANTIES publique SANS ELEMENT D'AIDE d'Etat

Dans les conditions des communications du 20 juin 2008 et 25 février 2009

Le cas des GARANTIES BPI

Garanties octroyées aux conditions du marché

Le garant agit en « investisseur avisé en économie de marché »

L'entreprise paye une Prime de garantie – aux conditions du marché

PRIME est fonction de la notation et des suretés de l'entreprise

Garanties aux **entreprises sans difficultés financières (au sens LDSR)**

Garantie **affectée** à une opération précise (Ex. investissement)

Garantie **limitée dans le temps**

Montant garanti limité

80% du prêt couvert – au maximum

Evaluation du risque – les primes doivent couvrir le risque, les coûts administratifs et la rémunération du capital

le régime de garantie doit s'autofinancer avec les primes

Tableau des primes de garantie à payer pour éviter l'élément d'aide d'Etat

(com. 20 juin 2008)

Qualité du crédit	Standard & Poor's.	Fitch	Moody's	Prime «refuge» annuelle
Qualité la plus élevée	AAA	AAA	Aaa	0,4 %
Très bonne capacité de paiement	AA +	AA +	Aa 1	0,4 %
	AA	AA	Aa 2	
	AA –	AA –	Aa 3	
Bonne capacité de paiement	A +	A +	A 1	0,55 %
	A	A	A 2	
	A –	A –	A 3	
Capacité de paiement adéquate	BBB +	BBB +	Baa 1	0,8 %
	BBB	BBB	Baa 2	
	BBB –	BBB –	Baa 3	
La capacité de paiement est vulnérable aux conditions défavorables	BB +	BB +	Ba 1	2,0 %
	BB	BB	Ba 2	
	BB –	BB –	Ba 3	
La capacité de paiement risque d'être entravée par des conditions défavorables	B +	B +	B 1	3,8 %
	B	B	B 2	6,3 %
	B –	B –	B 3	
La capacité de paiement est tributaire du maintien de conditions favorables	CCC +	CCC +	Caa 1	La prime «refuge» annuelle n'est pas d'application
	CCC	CCC	Caa 2	
	CCC –	CCC –	Caa 3	
	CC	CC C		
En défaillance ou proche de la défaillance	SD	DDD	Ca	La prime «refuge» annuelle n'est pas d'application
	D	DD D	C	

FINANCEMENT DES RISQUES (6)

Le régime cadre exempté SA.40390 - Mesure 1 financement des risques

Capital investissement, garanties, prêts, aides fiscales

- Intervention publique dans les intermédiaires financiers ou les investisseurs
 - FONDS PROPRES, quasi fonds propres,
 - DOTATIONS FINANCIERES (remb.) Pas de SUBVENTION
 - PRETS destinés à fournir directement ou indirectement des fonds aux investissements dans les PME -
 - GARANTIES couvrant les pertes liées au financement
- Intervention du fonds dans les Entreprises:
 - FONDS PROPRES, quasi fonds propres,
 - PRETS
 - GARANTIES
 - COMBINAISON DE CES 3 FORMES

FINANCEMENT DES RISQUES (7) – Avec aide d'Etat

- Les PME ne sont pas cotées en bourse **et** soit:
 - N'Exercent pas encore leur activité sur marché **ou**
 - Exercent sur **1** marché depuis moins de **7** ans **ou**
 - Ont un **besoin de financement** pour se lancer sur **1** nouveau marché de produit, de **50%** de leur CA moyen (sur 3 ans)
- Investissements PME à d'autre stades possibles sous le RGT de minimis et les mesures devront être financées à **60%** par le privé
- Investissements de suivi possible après **7** ans **SI**:
 - Le montant total d'investissement n'est pas dépassé
 - Les investissements de suivi sont prévus dans le plan d'entreprise initial
 - L'entreprise ne s'est pas liée avec une autre (sauf SCR)
- Part de capital consacrée à la gestion limitée à 30%
- **15 M€** de financement maximum par entreprise
 - montant de capital investi, montant des prêts, ou montant des prêts faisant l'objet de la garantie

FINANCEMENT DES RISQUES (8) – Avec aide d'Etat

- **Les FONDS DE PRÊT et de CAPITAL** doivent mobiliser des **fonds privés** à hauteur:
 - **10%** pour PME avant le début de leur commercialisation
 - **40%** pour PME pendant moins de 7 ans
 - **60%** pour PME besoin de financement > 50% CA pour intégrer nouveau marché
 - Si la Mesure couvre les 3 cibles: **40%** ou une moyenne des trois %
- **Intermédiaires financiers sélectionnés par procédure ouverte transparente et non discriminatoire** (conformément règles nationales et UE)
 - Limitation à **25%** de la **première perte** pour l'investisseur Public
 - **Taux de garantie aux intermédiaires** limitée à **80%** et **pertes** de l'investisseur Public plafonnées à **25%** du portefeuille
- **Les Décisions d'investissement** sont motivées par la **recherche de profit** :
 - **Processus de diligence** prévu pour garantir stratégie d'investissement commercialement saine
 - **Diversification des risques** pour parvenir à la viabilité économique
 - Investissements dans les PME **sur la base de plans** d'entreprises viables
 - **Stratégie de désengagement** en capital claire et réaliste
- **Les Intermédiaires** financiers gèrent dans une **optique commerciale**:
- Ils sont Tenus **d'agir avec diligence** – en professionnel de bonne foi
- **Les Rémunérations** doivent être conformes aux **pratiques de marché**
- **Les Rémunérations** sont liées aux **résultats** **ou** l'intermédiaire financier **co-investit** également
- **Stratégie d'investissement**, critères, calendrier d'investissement
- Investisseurs peuvent participer aux organes gouvernance

FINANCEMENT DES RISQUES (9) – Avec aide d'Etat

- **Conditions propres aux MESURES de PRETS ou GARANTIES:**
- L'intermédiaire fait des interventions qui n'auraient pas eu lieu ou pas dans lieu dans les mêmes conditions
- L'intermédiaire peut démontrer que l'essentiel de l' aide est répercutée sur les PME cibles par:
 - Des volumes d'intervention plus importants,
 - Des portefeuilles plus risqués,
 - Des exigences de sûretés moindres,
 - Des primes de garantie plus faibles,
 - Des taux réduits
- L'Etat peut confier la mesure à une entité mandaté (ex: BEI, FEI, BEI) -> pas de mise en concurrence obligatoire

FINANCEMENT DES RISQUES (10) – Avec aide d'Etat

Le régime cadre exempté SA.40390 - Mesure 2 - Aides aux Jeunes Pousses

- **PE** non cotées de moins de 5 ans non issues d'une concentration, sans distribution de bénéfices

TYPE D'AIDE	PETITE ENTREPRISE NORMALE			PETITE ENTREPRISE INNOVANTE		
	HORS AFR	ZONE AFR C	ZONE AFR A	HORS AFR	ZONE AFR C	ZONE AFR A
PRETS DE 10 ANS	1 M€	1,5 M€	2 M€	2 M€	3 M€	4 M€
PRETS < 10 > à 5 ANS*	de 1 à 2 M€	1,5 à 3 M€	de 2 à 4 M€	2 à 4 M€	3 à 6 M€	4 à 8 M€
PRETS DE 5 ANS ET MOINS	2 M€	3 M€	4 M€	4 M€	6 M€	8 M€
GARANTIES DE 10 ANS	1,5 M€	2,25 M€	3 M€	3 M€	4,5 M€	6 M€
GARANTIES < 10 > à 5 ANS*	1,5 à 3 M€	2,25 à 4,5 M€	3 à 6 M€	3 à 6 M€	4,5 à 9 M€	6 à 12 M€
GARANTIES 5 ANS ET MOINS	3 M€	4,5 M€	6 M€	6 M€	9 M€	12 M€
sub ? INTERVENTION CAPITAL						
OU ESB PRÊT	0,4 M€	0,6 M€	0,8 M€	0,8 M€	1,2 M€	1,6 M€
OU ESB GARANTIE	ESB	ESB	ESB	ESB	ESB	ESB

* montant de prêts et garanties x ratio : 10 ans/durée prêt ou garantie

- Garanties plafonnées à 80% des prêts
- **Combinaisons des instruments possibles < montants**
- **Définition de l'Entreprise innovante: soit** qui est certifiée par un expert extérieur comme allant développer des produits ou services nouveaux ou sensiblement améliorés par rapport à l'état de la technique
- **Soit qui a 10%** de dépenses de fonctionnement en R&D sur 1 année depuis 3 ans
- Le régime cadre exempté prévoit **une fiche à remplir** par entreprise aidée

FINANCEMENT DES RISQUES (11) – Avec aide d'Etat

Régime cadre SA.40390 – *Mesure 3 - plateformes de négociation alternatives spécialisées dans les PME*

- Le gestionnaire de la plateforme peut être aidé comme une **jeune pousse**
- Plateforme de négociation multilatérale = système multilatéral de négociat°
- **système multilatéral de négociation** : un système multilatéral, exploité par une entreprise d'investissement ou un opérateur de marché, qui assure la rencontre -- en son sein même et selon des règles non discrétionnaires - de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des instruments financiers, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats conformément aux dispositions du titre II;

régime cadre SA.40390 – *Mesure 4 – Aides aux coûts de prospection*

Pour les **coûts de prospection** des PME

- **Coûts éligibles**: coûts de premier examen et de contrôle préalable formel effectué par gestionnaires d'intermédiaires financiers ou des investisseurs
- Subvention de **50%** d'aide

6) LES AIDES A LA FORMATION

FSE FEAMP FEADER

68



AIDES A LA FORMATION

régime cadre exempté FORMATION n° SA.40207

- **Aides aux entreprises formant leurs salariés**
- Simplification suppression distinction formation générale / formation spécifique
- Aides interdites si elles permettent aux entreprises de se conformer aux normes nationales obligatoires
- **Coûts éligibles:**
 - Frais de personnel des formateurs pendant la formation,
 - Frais des personnels formés
 - Coûts de fonctionnement, frais de déplacement, dépenses de matériaux fournitures, directement liés au projet de formation,
 - services de conseil
- **taux:** **50% GE - 60% ME – 70% PE**
 + **10%** pour les travailleurs défavorisés (< 70%)
 100% transport maritime

7) AIDES A L'EMBAUCHE DE TRAVAILLEURS DEFAVORISES ET HANDICAPES

FSE FEDER FEADER FEAMP



AIDE A L'EMBAUCHE DE TRAVAILLEURS DEFAVORISES

régime d'aide cadre exempté « Emploi » n°SA.40208

Définition des Travailleurs défavorisés:

PAS DE REGLE D'INCITATIVITE

- Pas d'activité régulière rémunérée pendant **6 mois**
- **Jeunes entre 15 et 24 ans**
- **Pas atteint le niveau du second cycle d'enseignement secondaire**, ni qualification CITE 3 (qualification international de Type de l'éducation de L'UNESCO) Niveau CITE 3 = BTS IUT –
- **Plus de 50 ans**
- **Personne vivant seule ayant une ou plusieurs personne à charge**
- **Travaillant dans un secteur subissant un déséquilibre de l'emploi H/F de 25%**
- **Membre d'une minorité ethnique** en besoin de formation linguistique, professionnelle, sans expérience pour avoir un emploi

Définition de travailleur handicapé:

- **Reconnu travailleur handicapé par la législation nationale**
- **Ayant un handicap physique ou mental qui l'empêche d'accéder au marché du travail**

Définition Travailleurs gravement défavorisés

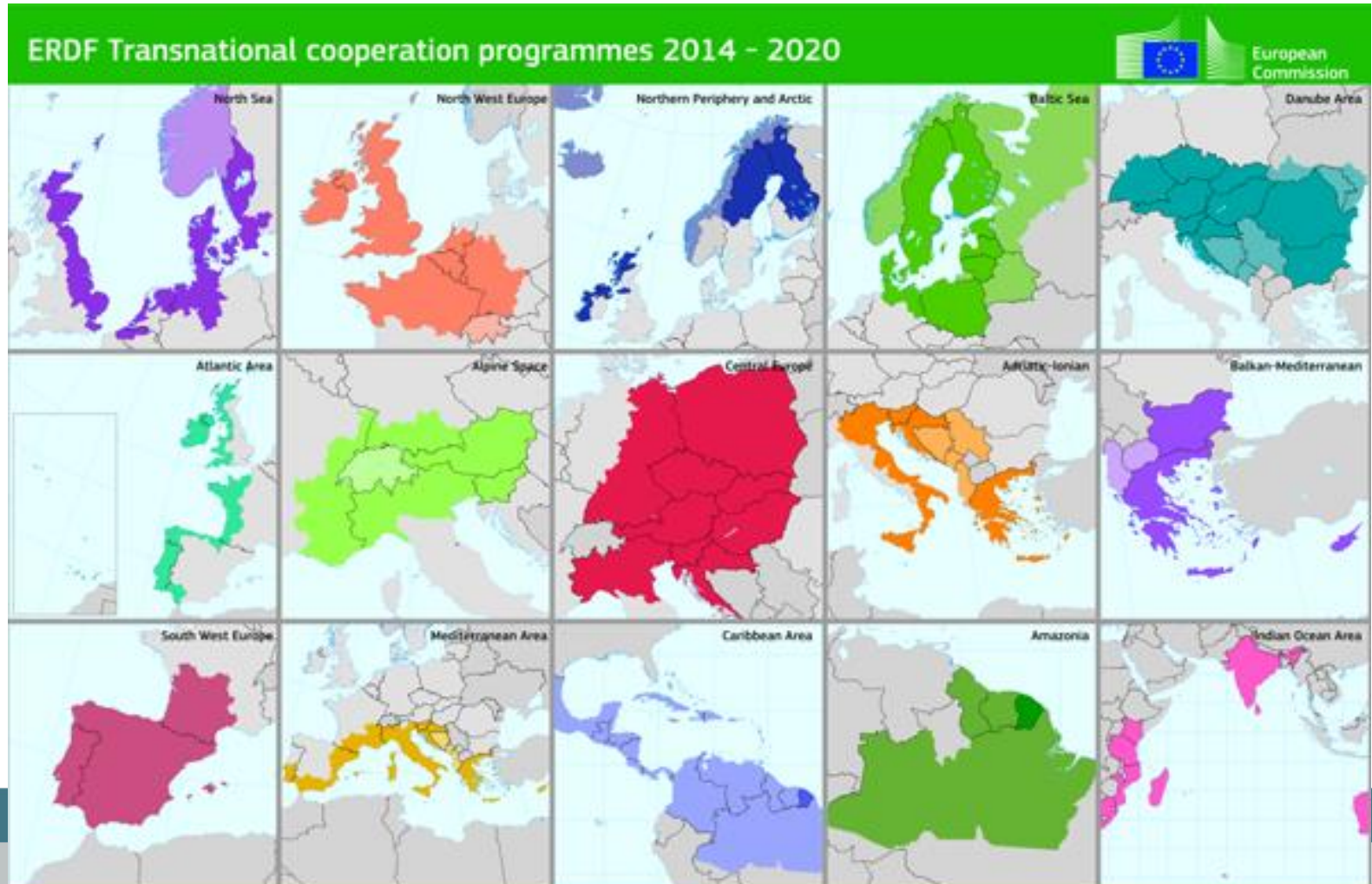
- **Pas d'activité pendant 24 mois, jeunes chômeurs ou minorité ethnique ayant + de 12 mois de chômage**
- **Ou** **travailleur défavorisé sans travail depuis 12 mois**

COUTS : Coût salariaux **12 mois** ou **24 mois** (Pour embauche de travailleurs gravement défavorisés)

Pas d'obligation de création nette d'emploi à l'embauche si départ naturel

- **Taux d'aide 50%** défavorisés (suppression taux travailleurs gravement défavorisés) **75%** handicapés

8) AIDES AUX PME DANS LES PROGRAMMES DE CTE (COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPEENNE)



AIDES AU PME DANS LES PROGRAMMES DE CTE

Régime d'aide cadre exempté « CTE » n° SA.40646

- Pour les **PME** uniquement - dans les programmes CTE
- pour les GE d'autres aides sont possibles hors de ce régime
- **COUTS ELIGIBLES** :
 - Coûts liés à **l'organisation de la coopération** (bureaux, personnels) s'ils sont liés au projet de coopération
 - **Coûts de conseil** lié au projet de coopération fournis par des consultants et prestataires extérieurs (mais pas activité de conseil permanente, fiscale juridique ou publicité)
 - **frais de déplacement d'équipement, d'investissement** liés au projet; amortissement des équipements au prorata de leur utilisation pour le projet
- **TAUX 50%** d'aide

NB: les aides des PO CTE peuvent également utiliser d'autre bases juridiques: autres régimes d'aide exemptés ou notifiés, règlements De minimis, décision d'exemption SIEG...

9) LES AIDES INFRASTRUCTURES LOCALES FEDER FEADER

INFRASTRUCTURES LOCALES (1)

régime cadre exempté « infrastructures locales » n°SA.40206

« Construction et modernisation d'infrastructures contribuant au niveau local à améliorer l'environnement des entreprises ET des citoyens AINSI QU'A moderniser et développer la base industrielle. » - (Termes à lire de façon alternative et non inclusive)

L'infrastructure doit être accessible aux utilisateurs de façon **ouverte transparente** et non discriminatoire

La commercialisation de l'infrastructure doit se faire aux conditions du marché ->
Interdiction de reverser des aides aux entreprises ?...

En cas de concession ou de mandat pour gestion par un tiers, attribution dans le cadre d'une procédure ouverte transparente non discriminatoire

Non applicable aux aéroports et ports, ni aux infrastructures construites spécifiquement pour une entreprise identifiée à l'avance (infras. réservées)

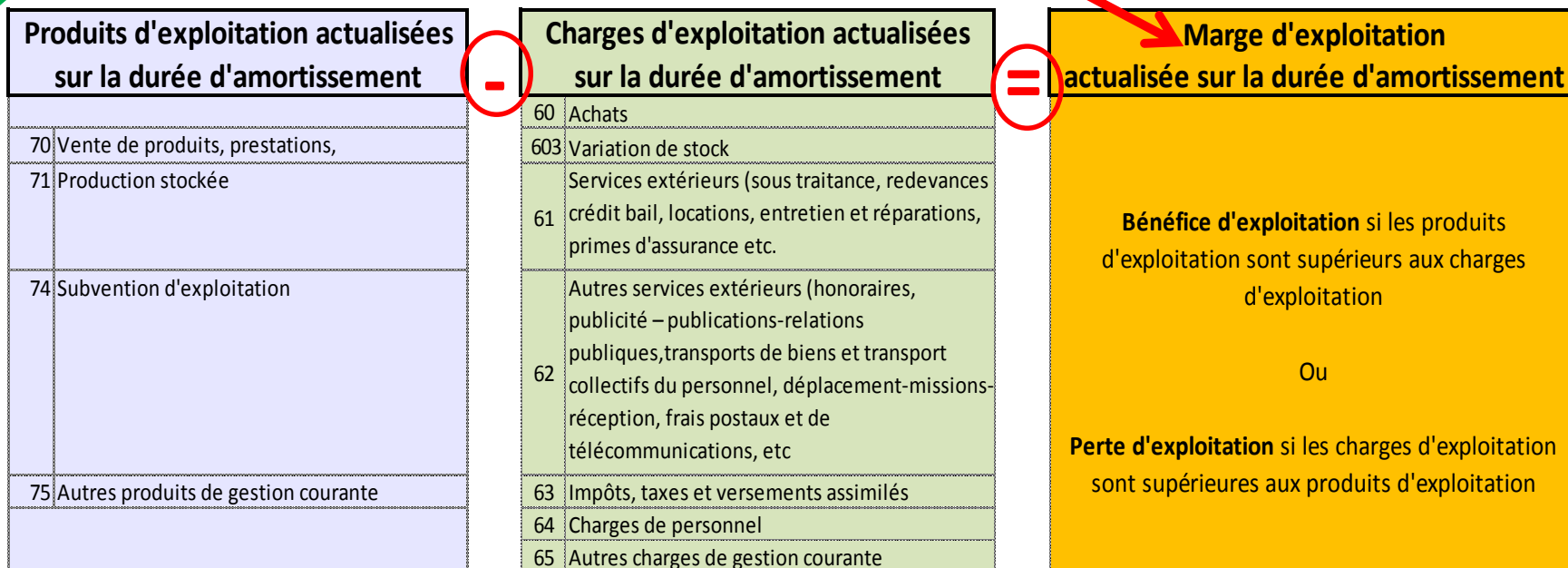
Coûts: investissements actifs corporels et incorporels

Montant d'aide: < ou = à la différence entre les coûts d'investissement et la marge (résultat) d'exploitation de l'infrastructure; calcul effectué ex ante sur la base de perspectives réalistes, ou mettre en place un mécanisme de récupération.

EXEMPLE: Régime utilisable pour financer une opération d'immobilier d'entreprise collectif, tel qu'un hôtel ou pépinière d'entreprise, ou un village vacances

INFRASTRUCTURES LOCALES (2)

Méthode de calcul de l'aide



les charges d'amortissement et les frais financiers
sont exclus des charges d'exploitation

10) LES AIDES A LA CULTURE ET AU SPORT

FEDER FSE FEADER



Culture (1) régime n°SA 42681

Pour les musées, galeries, archives, bibliothèques, espaces culturels, théâtres, opéras, salles de concert, cinémathèques, institutions culturelles;

Pour le patrimoine matériel : toutes les formes, sites archéologiques, monuments sites historiques, patrimoine naturel, villages, paysages ruraux (s'ils sont liés au patrimoine culturel)

Pour le patrimoine immatériel, coutumes artisanat folklorique;

Pour les événements artistiques, festivals, expositions et autres activités culturelles, performances

Pour l'éducation culturelle et artistique programmes éducatifs

Pour l'édition d'œuvres musicales, littéraires y compris de traduction

Taux d'aide à l'investissement:

aide = coûts d'investissement MOINS la marge d'exploitation

Taux d'aide au fonctionnement:

= ce qui est nécessaire pour couvrir les pertes d'exploitation et un bénéfice raisonnable sur la période

= taux de swap + 100 pts

Applicable au calcul des intérêts du (*) :

Valeur SWAP 3 ans
Valeur SWAP 5 ans
Valeur SWAP 7 ans
Valeur SWAP 10 ans

Mars 2014 1er au 31/05/14	Avril 2014 1er au 30/06/14	Mai 2014 1er au 31/07/14
0,61 %	0,60 %	0,51 %
0,99 %	0,95 %	0,84 %
1,37 %	1,31 %	1,19 %
1,83 %	1,76 %	1,64 %

Aides inférieures à 1 M€: taux d'aide 80% possible
70% pour éditions d'œuvres littéraires et musicales

Culture (2)

Coûts d'investissement :

Coûts de construction modernisation investissement actifs fixes corporels et incorporels

Coûts d'acquisition (y/c location vente, transfert déplacement) du patrimoine culturel

Coûts de sauvegarde, préservation, **restauration**, réhabilitation du patrimoine matériel et immatériel, Y/c documentation, **stockage**, la recherche, numérisation etc.

les coûts de **diffusion** et d'amélioration de **l'accessibilité** (handicapés...) couts de diversification des programmes

coûts de projets, d'activités culturelles, programmes de **coopération** et d'échange, procédures de sélection etc.

Coûts de fonctionnement

Coûts **des institutions culturelles**, frais de fonctionnement, voyages

Activités d'éducation culturelle, programmes éducatifs

Coûts d'amélioration de l'accès des sites au public

Coûts de personnels – coûts de services de conseil extérieurs

Location des biens immobilier, équipements fournitures, frais voyage

Sport régime SA.43197

Parc de loisirs et parc hôtelier non concernés

Infrastructure **non réservée à un seul utilisateur**

Infrastructure ouverte aux autres utilisateurs à **>20%** mais les entreprises ayant financé **> 30%** peuvent avoir un accès privilégié

Accès à l'infrastructure est transparent et non discriminatoire

L'accès aux clubs sportifs professionnels doivent être à des tarifs équitables

Les **concessions** sont accordées sans discrimination

Aides à l'investissement, au fonctionnement,

Coûts: investissements actifs corporels et incorporels, et surcoûts de fonctionnement pendant amortissement

Taux: Aide au fonctionnement < perte d'exploitation sur période donnée

Aide à l'investissement : différence coûts admissibles et marge d'exploitation de l'investissement

Aides de moins de **1 M€ : 80 %** d'aide

Ne pas limiter les aides aux ressortissants nationaux

Conclusion

Pour être légales les « aides d'Etat » doivent:

- Utiliser un régime d'aide exempté de notification

ou

- Utiliser un régime d'aide notifié à la Commission

ou

- Utiliser un règlement « de minimis »

ou

- Etre notifiées individuellement à la Commission européenne

Sinon -> illégalité des aides

